

Klondyke, par une route à peu près toute canadienne,—moins 22 milles,—à partir, par eau, d'un point du littoral du Pacifique, à Wrangel, jusqu'à la tête de la rivière Stickeen, et de là, par terre, au moyen d'un chemin de fer, conduisant au lac Teslin, dont les eaux se déchargent, par la rivière du même nom, dans le Yukon, qui mène tout droit à Dawson City.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité, pour le Canada, de posséder, à lui seul, une voie de communication, praticable, au moins durant la saison d'été, jusqu'au Territoire minier du Klondyke. Mais une agitation, à ce propos, règne actuellement dans tout le Canada. A un grand nombre, les concessions faites par le gouvernement aux entrepreneurs, qui ont accepté la tâche de construire un chemin de fer de 150 milles, entre la tête de la rivière Stickeen et le lac Teslin, paraissent exagérées et ne pas atteindre le but d'une route canadienne. Le gouvernement pourrait-il faire autrement ou mieux ?

Tel est le problème que le parlement fédéral a devant lui, et dont la solution peut avoir la plus grande influence, non seulement sur l'avenir du parti au pouvoir, mais sur l'avenir du pays.

* * *

Hors du domaine politique, aucun événement d'importance particulière n'est à signaler, pour le moment, qui vient de s'écouler. Le Canada jouit de sa tranquillité habituelle, n'étant ni mieux, ni plus mal, mais comptant sur la marche progressive du développement de ses richesses en terres, en bois et en minerais, pour arriver sûrement aux belles destinées que lui a réservées la Providence.

Et après les émotions d'ordre intérieur, par lesquelles nous avons passé, depuis l'automne dernier, nous reprenons peu à peu notre sérénité, si

péniblement troublée par la série de meurtres et de crimes, dont nous avons été témoins. Ce qui a réconforté le cœur de la nation canadienne, particulièrement affectée, dans son honneur et ses glorieuses traditions de bonnes mœurs, de foi et de religion, c'est que la justice, administrée par les siens, a commencé à frapper aussi justement que salutairement. Le vent de crime et de vertige qui a passé sur la province de Québec rencontrera un enrayement salutaire, et, dans tous les cas, ce n'est pas dans la province de Québec, que le mal social peut passer à l'état épidémique. Ici le mal n'est qu'accidental et exceptionnel. Nos institutions restent dans toute leur vigueur et sont une garantie contre la subversion, dans les idées et les consciences.

* * *

Si nous sommes tranquilles, dans la province de Québec, la province voisine, où nous comptons, pour environ un cinquième de la population, passe présentement par les épreuves d'une élection générale. Nous disons épreuve et croyons bien dire. Rien ne nuit plus à la prospérité générale que la répétition trop fréquente de ces appels au peuple. On se prépare à la lutte durant de longs mois, on y arrive, sortant d'une agitation qui a paralysé le mouvement industriel, pour jeter, dans l'urne, un bulletin, la plupart du temps, inconscient du mérite respectif des causes en jeu, et des candidats sur les rangs. Temps perdu, argent gaspillé, employés souvent à la démoralisation de l'électorat, tel est le résultat le plus clair de ces referenda. Enfin, la province d'Ontario suit la règle constitutionnelle, qui veut que, tous les cinq ans, les législatures soient renouvelées, et il en sera, comme par le passé, pour toutes les autres congrégations légis-